

SISTER PRODUCTIONS - LA BANDE PASSANTE (2012)

L'HYPOTHÈSE DÉMOCRATIQUE

Une histoire basque

UN FILM DE THOMAS LACOSTE

Projection-Rencontre aux Etats généraux du
film documentaire

Mardi 24 Août - 14H45 - Salle SCAM

tënk

Le cinéma
documentaire
en ligne



Etats généraux
du film documentaire
cnc.fr

Projection-Rencontre

L'hypothèse démocratique

réalisé par *Thomas Lacoste*

C'est désormais un rendez-vous récurrent que propose Tënk à chaque édition des Etats Généraux du Documentaire : la rencontre entre un film inédit (de l'année) et le regard savant que posent quelques invités sur des problématiques universelles soulevées par le film.

Pour cette deuxième édition, en avant-première, le film de Thomas Lacoste *L'Hypothèse démocratique* qui interroge et relate pour la première fois de l'intérieur le récit du conflit au Pays basque et de sa sortie politique.

Bonne séance débat à vous toutes et tous
et bienvenue à nos invité-es.

L'équipe de Tënk

Nous vous proposons un débat public en trois temps :

Un premier temps lié aux partis pris formels et à la genèse de l'œuvre.

Filmer la parole, choisir l'archive, faire histoire, des questions de méthode et de forme.

Comment la complexité et le temps historique peuvent-ils résister à la réduction du temps cinématographique ?

Le film, qui alterne entretiens, témoignages et images d'archives se veut classique dans son objet et sa forme, car filmer la parole est constitutif d'une éthique documentaire. Donner le temps nécessaire à l'expression des récits et des témoignages se pense en résistance aux formes télévisuelles à l'œuvre. C'est bien, ici, une esthétique de la confiance que met en place le réalisateur Thomas Lacoste ;

Un deuxième temps plus spécifiquement consacré à la singularité extrême de la sortie unilatérale du conflit au Pays Basque.

Alors que défilent des délégations internationales au Pays basque pour comprendre ce processus, l'« exemple Basque » peut-il créer un précédent inaugurant une dimension d'exemplarité dans la résolution des conflits partout dans le monde ?

Enfin, un troisième moment ouvert sur la question des peuples sans État, où nous vous proposons d'aborder les liens entre territoire (versus absence de territoire), culture, politique et « communauté des affections ».

En ce début de millénaire quels rôles ont les territoires physiques et mentaux ?

Que penser du mouvement inachevé des États-nations que met en lumière les peuples en conflit ? Quel équilibre entre une culture monde et une culture territoriale. En quoi la langue et les manifestations culturelles sont-elles l'expression et le ciment émotionnels des peuples empêchés ?

Pour donner toute sa dimension à cette projection-rencontre, nous nous réjouissons d'accueillir :

Thomas Lacoste, réalisateur du film ;

Gilles Volta, monteur du film ;

Caroline Guibet Lafaye, philosophe et sociologue, directrice de recherche au CNRS ;

Sophie Wahnich, historienne et directrice de recherche en sciences politiques au CNRS.

Mots des intervenants

Comment conjurer le nationalisme et ce qu'il entraîne comme fixation identitaire faite de lignages et d'identités figées ? Comment inventer un lien nationalitaire selon la belle expression de Richard Marienstras qui exprime par là un devenir qui ne brigue plus l'État mais l'existence avec ou sans État et même avec ou sans territoire ?

La question est alors qu'est-ce qu'un peuple ? Qu'est ce qu'une langue vivante ? Comment se tisse ce que Saint Just appelait la communauté des affections pour contrecarrer l'idée d'un attachement au sol ?

La patrie n'est point le sol, c'est la communauté des affections. Et c'est pour défendre cette communauté que les révolutionnaires peuvent prendre les armes. Dans ce début de millénaire quels rôles ont les imaginaires sociaux dans le mouvement inachevé des États-nations que mettent en lumière les peuples en conflit ? Quel équilibre entre une culture monde, des cultures nationalitaires et la conflictualité politique ? Comment faire entendre dans un monde homogène, l'hétérogène comme nécessité, entre les peuples et au sein d'un peuple ?

Telles seront quelques-unes des questions auxquelles nous chercherons à répondre.

Sophie Wahnich

Salués par l'opinion publique internationale, le désarmement d'ETA puis son autodissolution, ont eu lieu, respectivement en 2017 et en 2018, après un processus de plusieurs années. Ce dernier a pourtant soulevé de nombreuses critiques interrogeant l'avenir et la pérennité du « processus de paix » (notamment vis-à-vis de la protection des négociateurs). Nous analyserons les conditions dans lesquelles ce cycle s'est achevé et les dernières étapes de ce cycle de violence politique. Nous en soulignerons ensuite les écueils. Enfin nous aborderons l'existence de conditions favorables à la pérennité d'une situation politique pacifiée sur le territoire.

Dans ce dernier cycle, l'État espagnol n'a pas été acteur du processus de paix. Au cours des processus de négociation entre ETA et l'État espagnol, l'essentiel des cessez-le-feu ont été unilatéraux et le désarmement a été le fait d'acteurs civils. A contrario, le rôle joué par le gouvernement britannique dans la sortie de crise en Irlande du nord montre qu'une implication des autorités peut garantir le « succès » d'un processus de paix.

Subsiste une question sur laquelle il conviendra de faire la lumière afin de pérenniser ce processus : pourquoi les États français et surtout espagnol n'ont-ils pas cherché à prendre un rôle actif dans le processus de paix ? Pourquoi l'État espagnol persiste-t-il dans une attitude de fermeture absolue à l'égard du groupe armé dont la durée de vie a été la plus longue en Europe ? De même, l'absence d'avancée, aux yeux de la gauche abertzale, de la question basque, en l'occurrence au sud, quant à la mise en place d'un processus d'auto-détermination peut interroger sur la continuité de ce que l'on nomme la « résolution du conflit » au motif que la seule organisation ETA s'est dissoute.

La stabilité de la situation post-conflit suppose d'organiser les conditions de la réconciliation qui, dans le cas basque, semble ne pouvoir faire l'économie de la reconnaissance d'une identité, d'une revendication et de la légitimité d'une lutte. Ce sont ces questions que nous aborderons brièvement lors de notre prise de parole.

Caroline Guibet Lafaye

« Monter *L'Hypothèse démocratique* a été pour moi une sorte de voyage intersidéral dont il n'est pas question de revenir.

Une expérience qui agrandit le coeur, seulement comparable peut être à ce que doit être de vivre une révolution. »

Gilles Volta

Entretien avec le réalisateur

Thomas Lacoste est cinéaste, éditeur et essayiste.

Directeur et fondateur de la revue internationale de pensée critique *Le Passant Ordinaire* (1994, www.passant-ordinaire.com), des Éditions du Passant (1997), de *L'Autre campagne* (2006, www.lautre campagne.org), et de *La Bande Passante* (2009, www.labandepassante.org) réseau international de pensées critiques, de pratiques alternatives et de créations contemporaines.

Il a réalisé, entre autres, huit long métrages : *Réparer l'injustice – La réhabilitation des mineurs grévistes de 1948* (78', 2018, IUV/LBP), *Notre Monde* (120', 2013, Agat/LBP/Sister), *Ulysse Clandestin ou les dérives identitaires* (93', 2010, LBP), *Les Mauvais jours finiront, 40 ans de justice en France* (126', 2009, LBP), *Rétention de sûreté, une peine infinie* (68', 2008, LBP), *Universités, le grand soir* (68', 2007, LBP) et *Réfutations* (68', 2007, LBP).

Dernier ouvrage publié (dir.), *L'Autre campagne, 80 propositions à débattre d'urgence*, préface de Lucie et Raymond Aubrac (La Découverte).



Thomas
Lacoste

Jean-Marie Barbe : *Ce film est un chantier de longue haleine, une entreprise périlleuse. Quels liens, quelles relations entretiens-tu avec le Pays basque au point de décider de te lancer dans cette aventure ?*

Thomas Lacoste : Fondamentalement, au-delà de mon attachement affectif, ce sont les enjeux sociaux, politiques, culturels et intellectuels qui sont à l'œuvre sur ce territoire qui retiennent toute mon attention. C'est ce qui s'invente sur ce territoire – et qui est, par ailleurs, parfaitement invisibilisé à l'extérieur, pour des raisons on ne peut plus politiques – dans la qualité d'affectation de la population aux choses associatives, coopératives et communalistes, ces engagements rares qui permettent la politisation de l'ordinaire, du quotidien, qui me convoquent et qui, selon-moi, devraient regarder le monde, bien au-delà de nos frontières.

Pour revenir à l'invisibilisation de ce pays, savamment orchestrée par les États espagnol et français, il y a ici un enjeu pour le cinéma : chercher à rendre visible un pays lointain qui n'a pourtant jamais été aussi proche de nous et de nos désirs.

Si, avec *Le Passant Ordinaire*, la revue de pensée critique que je dirigeais avant de me lancer en cinéma, je me suis préoccupé des conflits dans le monde et de leur résolution, j'ai toujours gardé un œil attentif à l'évolution du conflit au Pays basque. Et, au moment où, en décembre 2016, l'État français arrêta des personnes de la société civile qui souhaitaient participer au désarmement, c'est là que je me suis embarqué dans cette aventure cinématographique. Autour de ce long métrage immersif, trois autres objets sont nés : en amont, un court métrage d'intervention pour accompagner le désarmement, *La Paix Maintenant – Une exigence populaire* (23', 2017, La Bande Passante) au moment où les États français et espagnol se refusaient à l'idée de récupérer ces armes ; parallèlement, un 52 minutes, mon premier travail pour la télévision, sur la sortie unilatérale du conflit vue du point de vue des acteurs internationaux (*Pays basque & liberté – Un long chemin vers la paix*, 52', 2020, Sister Productions, Prima Luce, Gastibeltza Filmak, La Bande Passante, France Télévisions, Public Sénat) ; et, à venir, une plateforme numérique à visée patrimoniale où nous allons proposer, en libre accès, soixante-dix entretiens issus des 280 heures de rushes (www.lhypothese Democratique.org) pour laquelle nous cherchons encore des partenaires, en plus de la fondation Un monde par tous et de l'association *Non-violence XXI*.

JMB : Dans tout projet documentaire la dimension de l'aléatoire est centrale mais également l'énoncé précis des intentions... Le projet était-il très écrit et le film in fine est-il très proche du scénario de départ ?

TL : L'ensemble de ce projet a été très difficile à financer en amont des tournages. Nous avons comme seul partenaire la région Nouvelle-Aquitaine. Et c'est dans un second temps que nous avons obtenu, à l'unanimité, les aides après réalisation de l'Île-de-France et du CNC.

Pour ce qui est de l'écriture, il n'existait que peu de travaux historiographiques sur le conflit, hormis ceux réalisés par des chercheurs qu'il faudrait qualifier de très proches des pouvoirs politiques espagnols et français et donc d'une vision très policière de cette histoire, loin de toute recherche critique. Il faut signaler, qu'entre temps, ont été publiés à partir de 2018 les premiers travaux socio-historiques de Caroline Guibet Lafaye qui marquent avec pertinence une réelle rupture avec cette littérature conservatrice.

J'ai donc constitué, dans un premier temps, une sorte de *bible* historique en m'appuyant sur deux types de sources principales : les récits des militants et des acteurs du conflit ; et les écrits des services de renseignement auxquels j'ai eu accès. Puis, nous avons établi un premier casting. Et au fil des rencontres et des échanges une seconde narration plus sensible du film s'est construite. Si avec le 52 minutes, *Pays basque & liberté – Un long chemin vers la paix*, il me semblait important de proposer le regard extérieur – et instituant – de diplomates et de femmes et hommes politiques qui avaient accompagné la sortie du conflit, il était pour moi primordial de proposer avec ce long métrage un récit choral inédit, à la première personne, sur ce qui a été vécu de l'intérieur par les acteurs du conflit et de sa sortie.

Et c'est dans le surgissement de ces vécus, de ce qui a été senti par ces personnes (acteurs et victimes), dans une longue maïeutique de près de cinq ans, que nous avons construit, dans un troisième temps, le film avec Gilles Volta. Ces différents blocs sensibles tissent une histoire qui peut sembler factuellement « étrangère » ou lointaine, mais qui se révèle une épopée humaine bouleversante qui nous regarde de très près.

JMB : Comme tout film à caractère politique la question de la confiance entre les protagonistes et le réalisateur est centrale, comment s'est bâtie cette confiance ?

TL : Je suis mal placé pour répondre à cette délicate question.

Il y avait en amont des relations fortes et amicales, puis l'urgence du désarmement et de la sortie politique du conflit.

La réalisation du court-métrage d'intervention, *La Paix Maintenant – Une exigence populaire*, a sûrement permis d'établir, dans le travail, un premier régime de confiance essentiel à ce type projet.

La période a évidemment aussi son importance. Ces femmes et ces hommes souhaitaient parler. Et, il faut, ici, saluer leur courage et rappeler qu'aujourd'hui brandir dans l'espace politique espagnol une simple pancarte en faveur d'un prisonnier politique est considéré comme une « apologie du terrorisme » pour lequel on encourt plusieurs années de prison.

Ces personnes forcent l'humilité. Que ce soit du côté des combattants d'hier qui aujourd'hui se sont engagés à nouveaux frais et avec inventivité dans cette sortie politique, des victimes des deux bords qui ont la sagesse de reprendre le tissage des relations humaines et de faire pont afin d'apaiser la société, des prisonniers en attente du bon vouloir étatique pour tourner définitivement la page de ce conflit armé, de la société civile qui a su dépasser ses clivages pour aider politiquement à ce changement de scène ou encore des observateurs et facilitateurs internationaux qui ont accompagné la transformation de cette histoire ; toutes et tous ont fait preuve d'une maturité politiques exemplaires. Face à tant de richesses humaines, quand vous avez l'occasion de voir se dilater le temps et de rencontrer ceux qui écrivent l'histoire, c'est une chance insolente et vivifiante d'en être l'un des témoins.

Maintenant, après cinq années de travail et plus de soixante-dix entretiens, il est l'heure de libérer ces réflexions et de les partager le plus largement possible en laissant agir les puissances sensibles du cinéma. Là réside la responsabilité du passeur. Responsabilité, avant tout, vis-à-vis de la générosité et de l'honnêteté des femmes et des hommes qui ont accepté de témoigner avec force et dignité face caméra. Responsabilité envers la population basque qui, nous l'espérons, se retrouvera dans ce récit de ce qui a été vécu, senti et construit sur ce territoire. Et, enfin, responsabilité face à l'histoire qui s'est trop longtemps écrite loin de celles et de ceux qui l'ont portée.

JMB : *Le film a la dimension d'une fresque historique. Est-ce que ton ambition était d'abord de faire un film d'histoire ?*

TL : Avec *L'hypothèse démocratique*, le projet est bien sûr de proposer l'histoire d'un conflit, mais, chose rare, c'est une histoire narrée de l'intérieur, une histoire portée par ses propres acteurs. Et, là, mon statut d'étranger me permet de faire à mon tour pont avec l'extérieur. D'exporter ce récit. Et ainsi de proposer une narration qui regarde, dans un double mouvement, à la fois ce pays et le monde.

Mais comme nous le souffle l'historienne Sophie Wahnich, la singularité de ces voix, de ces archives orales et cinématographiques ne sont qu'un morceau – non su, non vu – de l'histoire à faire interagir avec d'autres. Une pierre importante pour qu'il puisse y avoir de l'histoire afin de sortir de l'invisibilité et de mettre en route un débat historiographique dans la société. Car c'est ainsi que les sociétés s'apaisent, en débattant et fabriquant des points d'accord qui deviendront, nous l'espérons, des points de confiance.

Finalement, ce qui saute aux yeux, c'est l'infinie vitalité et les innombrables inventions qui sont à l'œuvre sur ce territoire. Le courage, la clairvoyance, la patience et la dignité de ces personnes qui ont œuvré dans ce processus sont une leçon pour l'humanité porteuse d'une grande nouvelle : elle réside dans la possibilité d'aller contre les volontés étatiques et de trouver collectivement les voies qui mènent à la politique par la qualité des affectations et la désobéissance populaire.

D'où le choix de ce titre, comme un hommage au chemin qui renverse toutes les relations de pouvoir « naturelles » entre les individus (et les structures) et qui parie sur la centralité égalitaire, cette affirmation du pouvoir de « n'importe qui », de la capacité de tous, qui effraie tant les vieilles institutions.